

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 275 / Avril 2019

L'ÉCONOMIE DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE en 2018

Le manque de visibilité affecte l'économie calédonienne

En 2018, l'économie calédonienne fait face à un contexte particulier, marqué par l'inquiétude et la difficulté à se projeter dans l'avenir. Aux incertitudes institutionnelles liées au référendum d'autodétermination, se sont ajoutées des tensions sociales dans le secteur nickel, qui subissait par ailleurs un cours incertain et volatil (+20,6 % en moyenne sur l'année, mais -28 % au 2^d semestre), mais aussi l'appréhension liée à la mise en place de la Taxe générale sur la consommation (TGC).

L'année 2018 est scindée en deux parties, avec un 1^{er} semestre plutôt favorable, puis une rupture au 3^e trimestre, sous l'effet des différents éléments cités. Dans ce contexte, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'établit à 87,5 en moyenne sur l'année 2018, soit un niveau éloigné de sa moyenne de longue période traduisant une conjoncture économique morose et fébrile.

En dépit de cette poussée d'inquiétude, l'économie réelle parvient toutefois à résister en 2018. Les exportations enregistrent une année record, permettant au déficit commercial de se réduire et au taux de couverture d'atteindre un point haut.

Par ailleurs, bien que la consommation des ménages soit ralentie au regard de l'atonie de la croissance de l'emploi et d'une confiance dégradée, le budget des ménages bénéficie en revanche de la faiblesse de l'inflation, et même de la baisse significative des prix alimentaires en fin de période, et de taux d'intérêt historiquement bas.

En ce qui concerne l'investissement, la tendance est au maintien d'un niveau élevé, soutenu par une nouvelle année dynamique pour l'habitat et par certains projets de construction et d'équipement (Pôle hospitalier Privé, Néobus, fermes photovoltaïques, centre commercial de Dumbéa, Hôpital du Nord, extension port maritime...).

L'économie calédonienne profite également d'un secteur bancaire local dynamique, qui affiche une croissance importante de sa production, en partie compensée toutefois par le ralentissement attendu des encours hors place des collectivités territoriales.

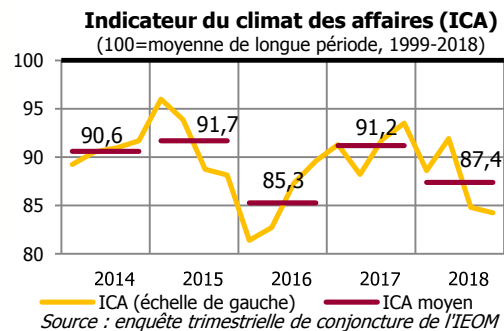
Sur le plan sectoriel, les évolutions sont globalement peu favorables. La remontée des cours du nickel et les records de production ne suffisent pas à détendre la contrainte financière des métallurgistes qui tentent de réaliser des gains de productivité et de revoir leur modèle économique. Le tourisme, après plusieurs années de croissance importante, semble marquer le pas. La confiance dans le BTP est en berne, le secteur manquant de visibilité sur les marchés futurs.

Une économie sous tension, mais résiliente

Un climat de confiance miné par les incertitudes

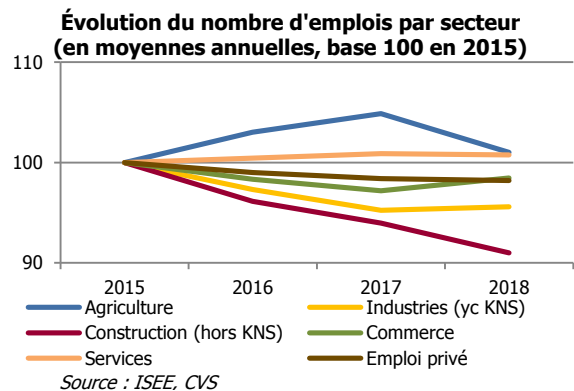
L'indicateur du climat des affaires (ICA) se situe en moyenne à 87,4 en 2018, soit en dessous de la moyenne de l'année précédente (91,2), mais légèrement au-dessus de celle de 2016 (85,3) qui constituait un point bas. Installé bien loin de sa moyenne de longue période, ce niveau de l'ICA traduit un climat de confiance des entrepreneurs altéré et une croissance économique globalement molle, témoignant d'un changement de régime : la croissance peine à dépasser les 1 % depuis 3 ans, alors qu'elle évoluait au-delà des 4 % /an de 1992 à 2012.

Après un 1^{er} semestre mitigé, mais résilient, et une forte chute au 3^e trimestre, l'ICA termine l'année sur une relative stabilisation, à un bas niveau. L'esquisse d'une normalisation en 2019, notamment des soldes d'opinion relatifs à l'activité et emploi, reste à confirmer dans les trimestres à venir.



Un marché de l'emploi salarié privé atone

Le secteur privé continue de perdre des emplois salariés, avec une baisse de 0,2 % en moyenne sur les trois premiers trimestres de l'année 2018 (dernières données disponibles) par rapport à la moyenne de l'année 2017. Par rapport à la moyenne de 2015, ce sont ainsi 1 200 emplois salariés qui ont disparu, dont 134 en 2018 (-656 en moyenne en 2016 et -406 en 2017). Le secteur le plus touché reste celui de la construction avec -3,2 % en moyenne en 2018 et -9,0 % depuis 2015. Parallèlement, le secteur du commerce semble être le plus dynamique avec une hausse +1,3 % de l'emploi salarié en moyenne en 2018, sans toutefois retrouver son niveau de 2015. Le nombre d'emplois dans l'industrie semble se stabiliser après avoir chuté lors des deux années précédentes.



Avec une croissance moyenne de +0,7 % sur les trois trimestres 2018 par rapport à l'année précédente, le secteur public continue de soutenir l'emploi salarié, aidé par la hausse de 2,1 % des fonctionnaires de Nouvelle-Calédonie faisant suite à des mesures exceptionnelles d'intégration d'agents non titulaires au cours du premier semestre. Au total, l'emploi salarié est quasi stagnant sur les trois premiers trimestres de l'année 2018 (+0,1 %) par rapport à la moyenne 2017.

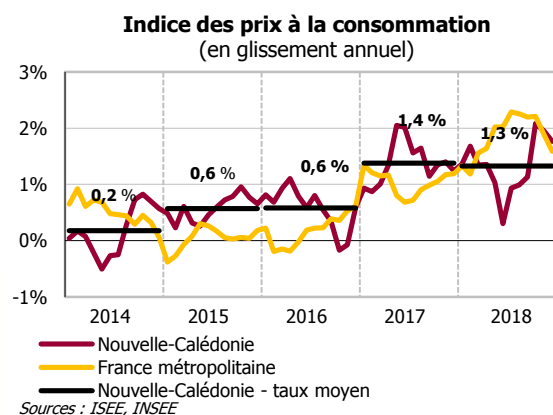
Au regard de la situation de l'emploi salarié et de la croissance de la population, la diminution de 1,8 % de chômeurs indemnisés en 2018 et la baisse du nombre de demandeurs d'emploi en moyenne sur l'année (-2,2 %, à 7 217 individus) suggèrent une moindre déclaration de la population auprès des services de placement provinciaux.

Une inflation contenue, malgré des hausses de prix exogènes

À +1,3 % de croissance en moyenne en 2018, l'inflation globale évolue à un rythme similaire à celui de 2017 (+1,4 %), qui avait marqué une hausse significative (+0,5 en moyenne sur 2014-2016). L'année 2018 est caractérisée par une forte volatilité, avec un point bas à +0,3 % (juin 2018), suivi d'un point haut à +2,1 % (octobre 2018). L'évolution globale est largement tirée par des hausses de prix exogènes, principalement dans l'énergie (+3,4 % en moyenne, avec notamment une hausse de 7 % des prix des carburants), et dans le tabac (+32,0 % en moyenne).

Hors tabac, l'inflation 2018 (+0,7 %) est plus modérée et en ralentissement par rapport à 2017 (+1,4 %).

Les prix des biens alimentaires augmentent en moyenne sur l'année (+2,0 %), mais baissent sensiblement au dernier trimestre (-2,2 % sur 3 mois et -4,2 % sur 12 mois), en lien avec le changement de fiscalité (TGC). Seuls les prix des produits manufacturés sont en baisse par rapport à l'année 2017.

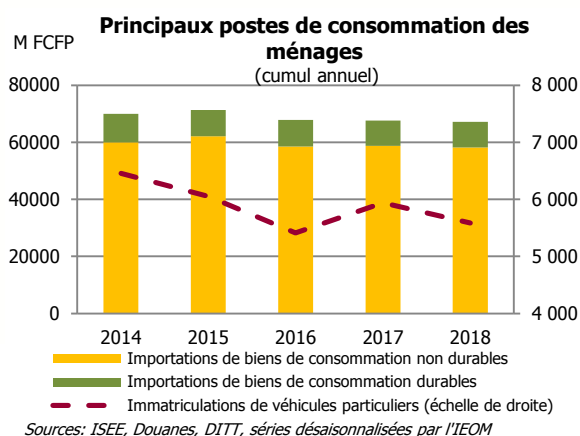


Une consommation des ménages à court de souffle

La consommation des ménages reste plutôt morose en 2018, dans un contexte de stagnation de la croissance de l'emploi et d'incertitudes politiques et économiques. La valeur des importations de biens de consommation baisse légèrement par rapport à 2017 (-0,7 %), dont -1,0 % pour les biens non durables. Le changement de fiscalité avec l'introduction de la TGC s'est traduit par un fort mouvement déstockage au 3^e trimestre.

Par ailleurs, le nombre d'immatriculations de véhicules particuliers chute de nouveau (-6,0 %) en 2018, ce qui ne valide donc pas le retour de la croissance affichée en 2017 (+6,6 %).

En revanche, la faiblesse de l'inflation (hors tabac) couplée à l'environnement des taux d'intérêt historiquement bas apportent un peu de soutien en faveur de la consommation. L'encours des crédits à la consommation des ménages affiche un regain de dynamisme : +2,7 % fin 2018 (contre +0,5 % en fin 2017, année qui avait marqué la fin de la contraction en cours depuis 2014). L'investissement immobilier des ménages reste également bien orienté, avec une progression des encours de crédit qui s'infléchit, mais demeure soutenue, au-dessus des 5 % en rythme annuel. En parallèle, les indicateurs de vulnérabilité des ménages continuent de s'améliorer en 2018, avec une baisse de 8 % du nombre de personnes interdites bancaires et de 11 % des incidents de paiement par chèque.



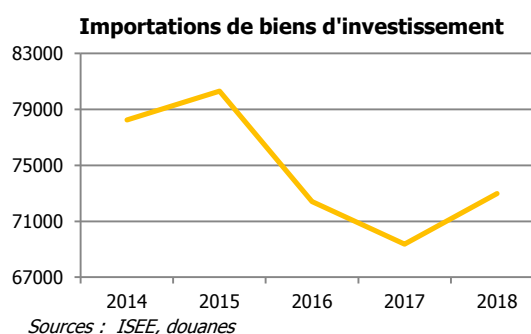
Un momentum de l'investissement résistant, mais vulnérable

Les indicateurs d'investissement 2018 montrent une certaine résilience. Après un recul important depuis deux ans, les importations de biens d'investissement progressent de +5,2 % et dépassent le niveau de 2016.

Par ailleurs, à plus de 20 milliards de F CFP, la production locale de crédits bancaires à l'investissement (y compris construction) pour les entreprises affiche une bonne performance sur l'année.

En revanche, les nouvelles immatriculations de véhicules utilitaires sont plutôt stables entre 2017 et 2018 et les encours de crédit d'investissement (entreprises et collectivités locales) et immobiliers (entreprises et ménages) restent favorables, mais s'affaiblissent : +2,3 % fin 2018 contre un rythme supérieur à 5,0 % les années précédentes.

Les vulnérabilités sont également apparentes à travers la hausse des cessations d'entreprises (+1,9 % sur l'année), et des perspectives d'investissement des entreprises résonnantes à l'enquête de conjoncture toujours dégradées, reflet du climat économique incertain.

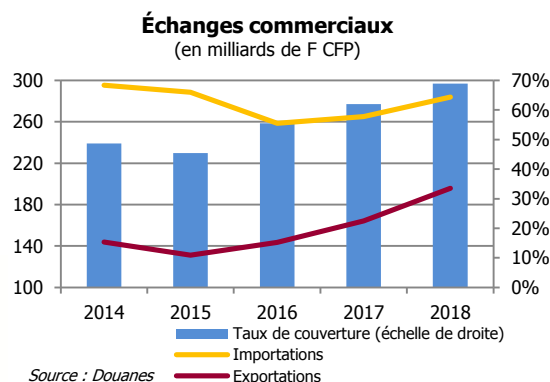


Des échanges commerciaux dynamiques

2018 constitue une nouvelle année record pour les exportations avec +19 % en valeur, en lien avec la remontée des cours du nickel. Les exportations de minerai de nickel ont en effet de nouveau été particulièrement soutenues, avec une augmentation de 9,2 % de leur valeur (+5,6 % en volume, source Dimenc), dans un contexte d'amélioration des cours du nickel en moyenne sur l'année 2018 (20,6 %). Les exportations vers la Chine enregistrent une hausse de 15,4 % de tonnes de minerai de nickel et de 31,3 % de ferronickel.

Les importations progressent également plus rapidement qu'en 2017 (+7,5 %), tirées par l'accroissement en valeur des importations des produits énergétiques (+30,0 %). Le déficit se réduit et passe sous les 100 mds XFP en 2018 (-88 milliards de F CFP). Le taux de couverture s'améliore de 7 points et atteint un point haut à 69 %.

Cette performance garantit une contribution positive du commerce extérieur à la croissance de l'économie en 2018.



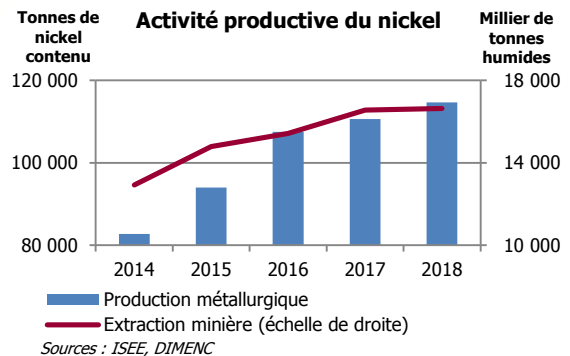
Tension des finances publiques

Après une baisse notable en 2017 (-2,8 %), les recettes fiscales perçues en 2018 retrouvent leur niveau de 2016. Elles s'élevaient cette année à 184 milliards de F CFP, soit une hausse de 3,0 %. Néanmoins, cette hausse s'explique en grande partie par l'augmentation des taxes sur les alcools et tabac. Les impôts indirects restent plutôt stables et il est trop tôt pour juger de l'impact de la TGC sur les recettes. De ce fait, le budget de reversement augmente sensiblement (+15,9 %) alors que les recettes du budget de répartitions qui déterminent les dotations aux collectivités continuent de baisser en 2018 (-3,9 %).

Des évolutions sectorielles globalement peu favorables

Un secteur nickel sous pression malgré des records de production

L'amélioration des fondamentaux du marché du nickel, notamment des stocks qui n'ont cessé de fondre tout au long de l'année (-43,3 % sur un an) ainsi que les perspectives de développement de nouveaux marchés (véhicules électriques), ne s'est traduite par une croissance du cours moyen du nickel que sur la première partie de l'année. Au 2^d semestre, impacté par les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, il recule de 0,8 \$/lb (-20,0 % sur 6 mois) et retrouve son niveau de fin d'année 2017, à 5,2 \$/lb. En plus du caractère volatil des marchés internationaux, au plan local, le secteur métallurgique se heurte à des difficultés (coûts énergétiques trop importants, conflits sociaux et dégradations sur certains sites miniers) pour réaliser les gains de productivité indispensables au rétablissement d'équilibres financiers soutenables. Face à un cours du nickel en hausse (5,95 \$/lb en moyenne en 2018), mais bien loin de ses plus hauts (9,5 \$/lb de 2005-2015), les opérateurs sont poussés à repenser les modèles économiques en œuvre. La SLN souhaite ainsi faire évoluer son cœur de métier, la métallurgie, en développant en parallèle son activité d'exportation de minerai.



Malgré ces difficultés, la production des opérateurs calédoniens n'a globalement jamais été aussi importante qu'en 2018, tant sur l'extraction minière que de la métallurgie, dont la production annuelle atteint de nouveaux records. Une production dont 58,7 % sont destinés à alimenter les usines locales, le reste étant exporté, notamment vers l'usine « offshore » de Corée du Sud.

En raison principalement de la montée en puissance de l'usine du Nord, la production métallurgique croît sur un rythme légèrement supérieur à celui de 2017 (+3,6 % après +2,9 % en 2017).

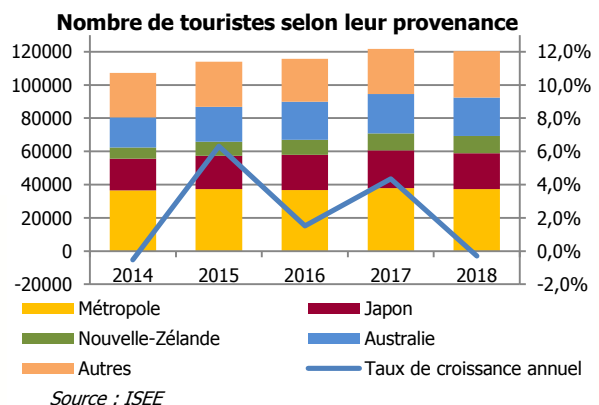
Parallèlement, la production de cobalt enregistre un recul (-27,8 % par rapport à 2017), impliquant également un repli du volume d'exportations (-23,8 %), dans un contexte de dégradation du marché international et de baisse des cours (-13,7 % sur un an).

Le BTP à la peine

Indicateur de l'activité dans le secteur du BTP, la consommation de ciment est en recul de 17,5 % par rapport à 2017, et atteint son niveau le plus bas depuis 1997. Confirmant ce contexte de ralentissement, l'opinion des entrepreneurs interrogés par l'IEOM concernant leur courant d'affaires s'est graduellement dégradée dans l'année pour atteindre au 4^e trimestre un point bas historique. Les professionnels du secteur sont de plus en plus nombreux à déclarer avoir des difficultés à pérenniser leur activité, déplorant des carnets de commandes vides et une diminution des mises en chantiers (notamment issus de la commande publique).

La fréquentation touristique marque le pas

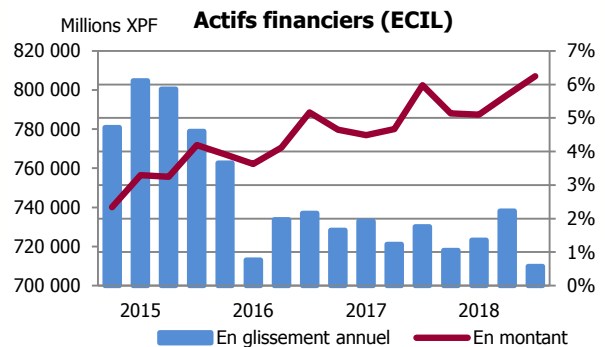
Après 3 années de croissance continue, la fréquentation touristique enregistre une légère baisse en 2018 (-0,3 % soit 353 touristes en moins). Ce ralentissement intervient alors que la conjoncture touristique régionale semble dynamique. Néanmoins, les efforts de valorisation de la destination se sont poursuivis, principalement en direction de la Chine, avec l'accueil de 2 charters devant permettre de commencer à développer un marché de niche sur une population de près de 100 millions de touristes par an. En parallèle, pour la deuxième année consécutive, le tourisme de croisière recule : 456 030 croisiéristes ont été accueillis en 2018, soit 48 840 croisiéristes en moins qu'en 2017 (-9,7 %).



Un secteur bancaire local dynamique

La collecte d'épargne continue de ralentir

L'encours des actifs financiers détenus par les agents économiques calédoniens dans les établissements de crédit installés localement marque le pas (+0,6 % au cours de l'année 2018 contre +1,8 % en 2017) et atteint un encours total de 807 milliards de F CFP. La collecte nette d'épargne recule sensiblement, à 4,6 milliards de F CFP sur l'année (contre 13,9 milliards de F CFP en 2017 et 16,7 milliards de F CFP en 2016). En revanche, l'encours des placements hors zone d'émission (contrats d'assurance-vie essentiellement, mais aussi livret A) progresse à un rythme plus soutenu (+10,9 % en 2018 après +1,7 % en 2017) et atteint 203,8 milliards de F CFP (soit 25 % de l'encours collecté localement). Les dépôts collectés localement ne couvrent structurellement pas les octrois de crédits, et le solde des dépôts locaux / encours bancaires se dégrade (-40 milliards de F CFP), portant le déficit de place à un niveau record de 164,4 milliards de F CFP.

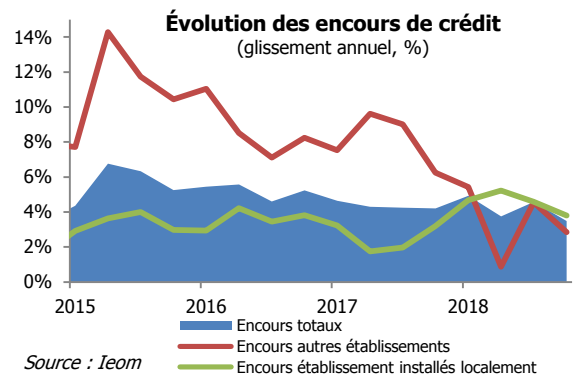


Source :

Une croissance des encours de crédit tirée par les établissements locaux et l'immobilier

À fin décembre 2018, l'encours brut total des crédits consentis à l'économie calédonienne atteint un niveau record de 1 212,6 milliards de F CFP. Il progresse de 3,5 % en 2018, soit 41 milliards de F CFP de différentiel d'encours par rapport à fin 2017. Les établissements de crédit locaux y contribuent à hauteur des deux tiers et tirent dorénavant la tendance globale, alors que la croissance des encours des établissements non installés localement ralentit.

L'encours sain des crédits aux entreprises progresse légèrement (+1,3 % par rapport à 2017), soutenu par la bonne tenue des crédits immobiliers (+4,3 %) et des crédits de trésorerie (+7,9 %), mais freiné par le recul significatif des crédits d'investissement des entreprises (-2,5 %). L'encours sain des crédits aux ménages continue d'augmenter à un rythme soutenu (+4,5 %), toujours porté par la hausse des crédits à l'habitat (+4,9 %). En revanche, le financement des collectivités locales est moins dynamique en 2018 que les années précédentes mais progresse encore de +6,4 % (contre +20 % en moyenne 2014-2018).



Source : Ieom

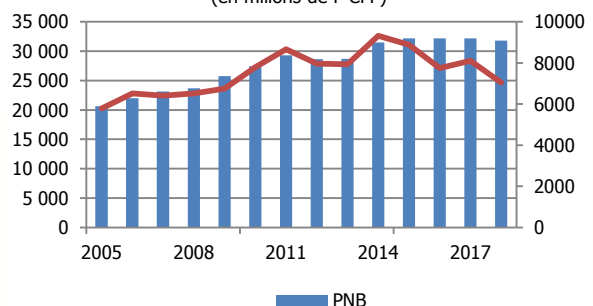
La sinistralité reste faible

La qualité du portefeuille de l'ensemble des établissements de crédit se dégrade, marquée par une hausse de l'encours des créances douteuses brutes (+18,3 % sur un an), mais qui s'explique par le classement en douteux, provisoire, de certains gros investissements. Cette progression, plus rapide que celle de l'encours brut total (+3,5 %), induit techniquement une hausse du taux de créances douteuses, qui s'établit à 3,20 % fin décembre 2018 (contre 2,80 % fin décembre 2017), soit un taux relativement faible.

Une baisse du PNB et du résultat net

Dans un contexte de taux bas, le produit net bancaire cumulé des quatre banques de la place recule (-1,2 %), en raison de la baisse des commissions (-1,9 %) et des intérêts nets perçus (-1,8 %). En parallèle, les frais généraux continuent de progresser (+1,4 % après +2,9 % en 2017), qu'il s'agisse des frais de personnel ou des services extérieurs (respectivement +0,4 % et +2,3 %). À 53,8 %, le coefficient d'exploitation se dégrade de nouveau (+1,5 point sur un an et +3,7 points sur 3 ans) mais reste cependant maîtrisé. Impacté par cet effet ciseau significatif, le résultat net consolidé des

PNB et Résultat net des banques FBF (en millions de F CFP)



Source : IEOM

quatre banques locales est en chute (- 12,9 % soit -1,1 milliard de F CFP) et s'établit à 7,1 milliards de F CFP, soit son plus bas niveau depuis 2009.

Perspectives 2019 : tensions et résiliences, arbitrées par le secteur nickel

En 2019, compte tenu de l'agenda politique et institutionnel, le manque de visibilité devrait continuer de peser sur le climat général, entraînant une accentuation des tensions sur le marché de l'emploi et une poursuite de la dégradation des comptes sociaux.

Pour autant, certains éléments favorables tels que la baisse des prix (notamment dans l'alimentaire), les taux d'intérêt bas, la remontée du cours du nickel, la poursuite de la dynamique d'investissements verts (énergies renouvelables, infrastructures de gestion des déchets et d'assainissement), ou encore le déblocage de chantiers structurants (projet Lucy en premier lieu, mais aussi le Hilton à Lifou, le Carré Rolland, le centre médical du Pacifique, le cinéma de Dumbéa...) seront à nouveau de nature à entraîner une certaine résilience de l'économie.

Au delà des horizons courts liés aux échéances successives, le rebond de l'économie calédonienne pourrait buter sur le manque de moteurs de relais pouvant succéder à des secteurs d'activité dont les marchés deviennent de plus en plus matures (logement intermédiaire par exemple). Le secteur Nickel, dont les enjeux et les risques deviennent de plus en plus importants pour l'économie calédonienne, sera à nouveau déterminant pour aider l'économie à passer le cap d'un retour à des horizons plus longs, à une confiance retrouvée et à l'essor de nouvelles sources de croissance.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : J.-D. NAUDET – Responsable de la rédaction : M. ARDOINO

Éditeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : avril 2019 – Dépôt légal : avril 2019 – ISSN en cours